

REGION WALLONNE

F. 83 — 1111

10 MARS 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subventions pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de waterings, notamment l'article 4, 2°, e, inséré par l'arrêté royal du 12 septembre 1989;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 octobre 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre pour le Budget et l'Energie et du Ministre pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Le Ministre : le Ministre qui a dans ses attributions le traitement industriel des déchets ménagers excepté ce qui concerne l'article 2, § 1, 2°, l'article 4 et l'article 6 en ce qu'ils concernent l'article 2, § 1, 2°, pour lesquels le Ministre est le Membre de l'Exécutif qui a l'environnement dans ses attributions.

2° Pouvoirs subordonnés : les communes, les provinces, les associations de communes;

3° Les déchets : les déchets ménagers;

4° Traitement :

a) les opérations de destruction des déchets;

b) les opérations de transformation nécessaires à leur réutilisation, à leur récupération, à leur recyclage ou à leur valorisation y compris les opérations de transport de l'énergie produite jusqu'au réseau ou à la limite de la propriété de l'utilisateur.

5° Récupération : l'action de récupérer l'énergie, la matière en tout ou en partie d'un déchet en vue de la réutilisation;

6° Recyclage : la réutilisation d'une matière ou d'un objet selon sa fin première;

7° Valorisation : l'action de donner une plus value aux matières traitées;

8° Marché : les marchés de travaux, de fournitures et de services.

Art. 2. § 1. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des subventions aux pouvoirs subordonnés :

1° Pour la construction, l'agrandissement, la transformation, l'aménagement et le renouvellement d'installations de traitement de déchets en ce compris :

a) le matériel de transfert, de manutention et de stockage des déchets et matières valorisées;

b) les bâtiments et équipements de contrôle, protection et surveillance des installations;

c) l'établissement de zones de stockage de déchets avant leur traitement ou de stockage des refus de l'unité de traitement;

d) l'aménagement des abords des installations subsidiées;

e) l'amélioration des conditions de travail et la protection de l'environnement à l'extérieur des installations.

2° Pour l'assainissement et la réhabilitation des terrains de décharge existant situés sur le territoire d'une commune qui soumet la totalité des déchets à l'une des formes de traitement prévues à l'article 1, 4°, b, ainsi que l'établissement de versage des refus des unités de traitement.

3° Pour l'acquisition des biens immeubles nécessaires à la réalisation des ouvrages mentionnés au 1°, dans les conditions prévues à l'article 3.

§ 2. La subvention ne peut être octroyée que pour des installations ou objets visés par le présent arrêté sur lesquels le pouvoir subventionné dispose d'un droit de propriété ou de bail emphytéotique.

§ 3. Aucune subvention n'est octroyée pour les véhicules de collecte de déchets ni pour les véhicules de transport des matières valorisées.

§ 4. Le Ministre règle la procédure d'octroi des subventions.

Art. 3. Pour l'acquisition de biens immeubles qui peut donner lieu à l'octroi d'une subvention en vertu de l'article 2, § 1, 3°, la subvention est calculée sur base de l'estimation établie par le Comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, dont le rapport est joint à la demande.

Si le prix d'acquisition est inférieur à l'estimation, la subvention est calculée sur ce prix.

Le demandeur s'engage à :

1° ne pas modifier la destination de l'immeuble sans l'autorisation du Ministre;

2° en cas d'aliénation de l'immeuble en tout ou partie dans les trente ans suivant l'octroi de la subvention, à rembourser le montant de la subvention, majoré de 60 p.c. de la plus-value éventuellement réalisée.

Art. 4. § 1. Sont pris en considération pour le calcul de la subvention visée aux articles 2 et 3 :

1. a) le coût du marché, compte tenu, le cas échéant, du montant qui ne peut être fixé avant le compte final;

b) le coût des modifications et des travaux supplémentaires indispensables ou imprévisibles sur lesquels, préalablement à leur exécution, le Ministre a marqué son accord;

2. Les comptes qui découlent de l'application des clauses contractuelles et qui ont été approuvées par le Ministre;

3. Les frais généraux afférents à l'exécution du marché, calculés sur une base forfaitaire fixée par le Ministre et comprenant :

a) les honoraires de l'auteur du projet;

b) les frais de surveillance de l'exécution du marché;

c) les frais d'adjudication;

d) les frais d'assurances-contrôle et de chantier jusqu'à réception définitive.

4. Les études géotechniques qui sont nécessaires à l'exécution des travaux et qui ont reçu l'accord préalable du Ministre.

5. Les frais d'exécution des essais.

§ 2. Si les travaux sont exécutés en régie, la subvention est calculée sur base du devis estimatif approuvé, à moins que les dépenses réelles ne soient inférieures à l'estimation; dans ce cas, le calcul se fait sur base de ces dépenses.

Art. 5. Le montant cumulé de la subvention et des participations des provinces, d'une autre région ou d'un pouvoir public en émanant, des organismes nationaux et internationaux, ou d'un particulier, ne peut en aucun cas dépasser le montant total du coût, déterminé conformément aux articles 3 et 4.

Art. 6. L'octroi de la subvention confère au Ministre le droit d'exiger des pouvoirs subordonnés la communication de tous renseignements, de quelque nature qu'ils soient, concernant les installations subventionnées et la gestion de celles-ci.

L'octroi de la subvention est subordonné à l'obtention préalable de toutes les autorisations requises en vertu d'autres réglementations.

Art. 7. Le taux de la subvention est fixé à 55 p.c. du montant total de la dépense.

Art. 8. Le Ministre peut augmenter ce taux de subvention dans les cas indiqués à l'article 2, 1° et 3° et à l'article 3 sur avis de la Commission visée à l'article 10 et dans les limites prévues à l'article 9.

La demande d'augmentation du taux de la subvention sera introduite en même temps que la requête pour l'obtention de la subvention normale.

Art. 9. § 1. Le taux de la subvention peut être porté :

— jusqu'à 75 p.c. pour les installations de traitement pratiquant la récupération;

— jusqu'à 85 p.c. pour les installations de traitement pratiquant la récupération et la valorisation.

§ 2. La demande d'augmentation du taux de la subvention n'est prise en considération par la Commission visée à l'article 10 que si elle est suffisamment justifiée par le dossier produit et notamment si celui-ci contient des études détaillées et précises :

1° sur le calcul du prix de revient de la tonne de déchets traités et sur l'incidence sur ce même prix de l'augmentation de la subvention;

2° sur l'importance et la qualité de la récupération ou de la valorisation;

3° sur les débouchés des énergies et matières récupérées et des matières ou objets recyclés ou valorisés;

4° sur les répercussions régionales de l'initiative envisagée.

§ 3. Afin de permettre à la Commission visée à l'article 10 d'évaluer le bien fondé de la demande, les points 1°, 2°, 3° et 4° mentionnés au § 2 feront l'objet d'études détaillées et précises de la part du requérant (demandeur).

Art. 10. § 1. Les demandes d'augmentation du taux de la subvention sont soumises à une Commission composée :

1° du Directeur général de l'Administration ayant le traitement des déchets dans ses attributions qui exerce les fonctions de Président;

2° du Directeur général de l'Administration ayant dans ses attributions la tutelle administrative des pouvoirs subordonnés;

3° du fonctionnaire chargé du dossier de demande de subvention;

4° de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès de l'Exécutif pour l'examen des dossiers se rapportant au traitement des déchets;

5° de deux personnalités scientifiques dont la compétence en matière de déchets est reconnue.

§ 2. Le Ministre règle l'organisation et le fonctionnement de cette Commission.

Art. 11. L'article 4, 2°, e, inséré par l'arrêté royal du 12 septembre 1969 dans l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 qui est relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subventions, est abrogé par la Région wallonne.

Toutefois, l'article 4, 2°, e, visé à l'alinéa 1er, reste applicable aux travaux pour lesquels une promesse de principe d'octroi de subventions a été notifiée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 mars 1983.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

J.M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne
pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de la Région wallonne
pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 83 — 1111

10. MÄRZ 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3;

Aufgrund des Regentschaftserlasses vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates an der Gewährung von Subventionen für die Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindeverbände, Öffentliche Unterstützungskommissionen, Kirchenvorstände, sowie Polder- oder Entwässerungsgenossenschaften, insbesondere des Artikels 4, 2°, e, eingefügt durch königlichen Erlass vom 12. September 1969;

Nach Stellungnahme der Finanzinspektion, abgegeben am 15. Oktober 1982;

Nach Stellungnahme des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und Energie sowie des Ministers für Wasserwesen, Umwelt und Landleben,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne dieses Erlasses bedeutet :

1° Der Minister : der für die industrielle Behandlung von Hausmüll zuständige Minister, Artikel 2, § 1, 2°, Artikel 4 und Artikel 6 ausgenommen, wenn sie sich beziehen auf Artikel 2, § 1, 2°, wofür das für Umweltfragen zuständige Mitglied der Exekutive der zuständige Minister ist;

2° Nachgeordnete Behörden : die Gemeinden, Provinzen, Gemeindeverbände;

3° Abfälle : Hausmüll;

4° Behandlung :

a) Abfallvernichtung;

b) die für die Wiederverwendung, Rückgewinnung, Recycling oder Verwertung erforderliche Verarbeitung einschliesslich der

Beförderung der erzeugten Energie bis an das Verbrauchernetz oder bis an den Rand des Eigentums des Verbrauchers;

5° Rückgewinnung : Rückgewinnung von Energie, des in den Abfällen enthaltenen Stoffes oder eines Teiles dieses Stoffes im Hinblick auf eine Wiederverwendung;

6° Recycling : Wiederverwendung eines Stoffes oder eines Gegenstandes im ursprünglichen Sinne;

7° Verwertung : das den behandelten Stoffen Hinzufügen eines Mehrwerts;

8° Aufträge : Bauleistungsaufträge, Lieferungsaufträge und öffentliche Dienstleistungsaufträge.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den nachgeordneten Behörden Subventionen gewähren :

1° für den Bau, die Erweiterung, den Umbau, die Einrichtung und die Erneuerung von Müllverarbeitungsanlagen einschliesslich :

a) des Materials für die Beförderung, das Verladen und Ausladen sowie das Lagern der Abfälle oder der verwerteten Stoffe;

b) der Gebäude und Einrichtungen, die der Kontrolle, dem Schutz und der Überwachung der Anlagen dienen;

c) der Einrichtung von Mülllagerungszonen für die Lagerung von Abfällen vor der Behandlung oder für die Lagerung der nicht mehr verwertbaren Abfälle der Verarbeitungsanlage;

d) der Einrichtung der Umgebung der subventionierten Anlagen;

e) der Verbesserung der Arbeitsbedingungen und des Schutzes der Umgebung ausserhalb der Anlagen.

2° für die Sanierung und die Wiederherstellung der vorhandenen Müllabladeplätze auf dem Gebiet einer Gemeinde, die ihre

sämtlichen Abfälle einem der im Artikel 1, 4°, b vorgesehenen Behandlungsverfahren unterzieht sowie für die Organisation der Ablagerung der nicht mehr verwertbaren Abfälle der Verarbeitungsanlagen.

3° für den Erwerb der für die Ausführung der in 1° aufgeführten Arbeiten erforderlichen Liegenschaften gemäss den Bedingungen des Artikels 3.

§ 2. Die Subvention kann nur für in diesem Erlass bezeichnete Anlagen oder Gegenstände gewährt werden, die Eigentum der subventionierten Behörde sind, oder der genannten Behörde als Erbpächterin gehören.

§ 3. Weder für die Müllsammelungsfahrzeuge noch für die Fahrzeuge, womit die verwerteten Stoffe befördert werden, wird eine Subvention gewährt.

§ 4. Der Minister regelt die Art und Weise der Gewährung der Subventionen.

Art. 3. Für den gemäss Artikel 2, § 1, 3°, beihilfefähigen Erwerb von Liegenschaften wird die Subvention auf der Grundlage der vom Ausschuss für den Erwerb von Liegenschaften für den Staat angestellten Veranschlagung berechnet, wobei der Bericht des genannten Ausschusses dem Antrag beizufügen ist.

Wenn der Erwerbspreis unter dem Voranschlag liegt, wird die Subvention auf der Grundlage des niedrigeren Preises berechnet.

Der Antragsteller verpflichtet sich :

1° die Zweckbestimmung der Liegenschaften ohne ministerielle Genehmigung nicht zu ändern;

2° im Falle einer vollständigen oder teilweise erfolgten Veräusserung der Liegenschaften innerhalb von 30 Jahren nach der Gewährung der Subvention, den Subventionsbetrag zuzüglich 60 pzt. des etwaigen Mehrwertes zurückzuzahlen.

Art. 4. § 1. Für die Berechnung der in den Artikeln 2 und 3 genannten Subvention werden berücksichtigt :

1. a) die Auftragskosten unter etwaiger Hinzurechnung des Betrages, der vor der Aufstellung der Abschlussrechnung nicht festgesetzt werden kann;

b) die Kosten der Umgestaltungen und der notwendigen oder unvorhersehbaren zusätzlichen Bauarbeiten, die im voraus vom Minister genehmigt worden sind;

2. die Rechnungen, die gemäss den Vertragsklauseln zu begleichen und vom Minister bestätigt worden sind;

3. die bei der Durchführung des Auftrages anfallenden Gemeinkosten, berechnet auf einer vom Minister bestimmten Pauschalbasis, die sich folgendermassen zusammensetzen :

a) das Honorar des Entwerfers;

b) die Kosten der Überwachung der Durchführung des Auftrages;

c) die Kosten bei der Vergabe im Preiswettbewerb;

d) die Versicherungskosten für die Kontrolle und die Kosten der Baustelle bis zur endgültigen Abnahme;

4. die für die Ausführung der Bauarbeiten erforderlichen und vom Minister im voraus genehmigten Bodenuntersuchungen;

5. die Kosten für die Durchführung der Prüfungen.

§ 2. Wenn die Arbeiten in eigener Verwaltung ausgeführt werden, wird die Subvention auf der Grundlage des genehmigten annähernden Kosten, voranschlags berechnet, es sei denn, dass die tatsächlichen Ausgaben unter dem Voranschlag liegen; vorkommendenfalls geschieht die Berechnung auf der Grundlage dieser Ausgaben.

Art. 5. Der Betrag, der sich zusammensetzt aus der Subvention und den Beteiligungen der Provinzen, einer anderen Region oder einer nachgeordneten Behörde, nationaler oder internationaler Organe oder von Privatpersonen darf keinesfalls den gemäss den Artikeln 3 und 4 festgesetzten Gesamtkostenbetrag übersteigen.

Art. 6. Die Gewährung der Subvention berechtigt den Minister, von den nachgeordneten Behörden Mitteilung von Auskünften jeglicher Art zu verlangen über die subventionierten Anlagen und deren Verwaltung.

Die Gewährung der Subvention wird abhängig gemacht von der vorherigen Einholung sämtlicher gemäss sonstigen Rechtsvorschriften erforderlichen Genehmigungen.

Art. 7. Die Höhe der Subvention wird auf 55 pzt. des Gesamtbetrags der Ausgaben festgesetzt.

Art. 8. Der Minister kann den Prozentsatz der Subvention erhöhen in den im Artikel 2, 1° und 3° und im Artikel 3 genannten Fällen nach Einholung der Stellungnahme des im Artikel 10 bezeichneten Ausschusses nach Massgabe der im Artikel 9 festgesetzten Höchstsätze.

Der Antrag auf Erhöhung des Prozentsatzes der Subvention ist gleichzeitig mit dem Gesuch um Gewährung der üblichen Subvention einzureichen.

Art. 9. § 1. Der Prozentsatz der Subvention kann erhöht werden auf :

— 75 pzt. für die Rückgewinnungsanlagen;

— 85 pzt. für die Rückgewinnungs- und Verwertungsanlagen.

§ 2. Der Antrag auf Erhöhung des Prozentsatzes der Subvention wird von dem im Artikel 10 bezeichneten Ausschuss nur berücksichtigt, wenn dessen genügende Begründung aus den überreichten Unterlagen hervorgeht und den genannten Unterlagen genaue und detaillierte Studien beigefügt sind über :

1° die Berechnung des Selbstkostenpreises pro Tonne behandelter Abfälle sowie über den Effekt der Erhöhung der Subvention auf diesen Preis;

2° den Umfang und die Qualität der Rückgewinnung oder der Verwertung;

3° die Verwendung der rückgewonnenen Energie und Stoffe sowie über die wiederverwendeten oder verwerteten Stoffe oder Gegenstände;

4° über die regionale Auswirkung des beabsichtigten Unternehmens.

§ 3. Um die Prüfung der Berechtigung des Antrags durch den im Artikel 10 genannten Ausschuss zu ermöglichen, hat der Ansucher (Antragsteller) durch Einreichung genauer und detaillierter Studien die Beachtung der Vorschriften des § 2, 1°, 2°, 3° und 4° zu beweisen.

Art. 10. § 1. Die Anträge auf Erhöhung des Prozentsatzes der Subvention sind einem Ausschuss zu unterbreiten, der folgendermassen zusammengesetzt ist :

1° der Generaldirektor der für die Behandlung von Abfällen zuständige Verwaltung, der den Vorsitz führt;

2° der Generaldirektor der Verwaltung, bei der das Aufsichtsrecht über die nachgeordneten Behörden liegt;

3° der für die Bearbeitung des Subventionsantrags zuständige Beamte;

4° der Finanzinspektor, der bei der Exekutive für die Bearbeitung der mit der Behandlung von Abfällen zusammenhängenden Fragen zuständig ist;

5° zwei namhafte Persönlichkeiten auf wissenschaftlichem Gebiet, die als Sachverständige auf dem Gebiet der Abfallproblematik gelten.

§ 2. Der Minister regelt die Tätigkeit und die Organisation des obengenannten Ausschusses.

Art. 11. Der durch königlichen Erlass vom 12. September 1969 in den Regentschaftserlass vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates an der Gewährung von Subventionen eingefügte Artikel 4, 2°, e, wird für die wallonische Region aufgehoben.

Der im Absatz 1 genannte Artikel 4, 2°, e, findet jedoch weiterhin Anwendung auf diejenigen Arbeiten, wofür Subventionen prinzipiell schriftlich zugesagt worden sind am Tage des Inkrafttretens dieses Erlasses.

Art. 12. Dieser Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Brüssel, den 10. März 1983.

Der Ministerpräsident der Wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Wallonischen Region für Wasserwesen,
Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 83 — 1114

10 MAART 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve inzake de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, inzonderheid op artikel 4, 2°, c, ingevoegd bij koninklijk besluit van 12 september 1969;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 oktober 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister voor Begroting en Energie en de Minister voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan :

1° De Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de industriële behandeling van huisvuil behoort, uitgezonderd wat betreft artikel 2, § 1, 2°, artikel 4 en artikel 6, voor zover zij betrekking hebben op artikel 2, § 1, 2°, waarvoor het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, de bevoegde Minister is;

2° Lagere besturen : de gemeenten, provincies, verenigingen van gemeenten;

3° Afval : huisvuil;

4° Behandeling :

a) de vernietiging van afval;

b) de verwerking die nodig is voor het hergebruik, de terugwinning, de recycling of de valorisatie ervan met inbegrip van het transport van de voortgebrachte energie tot aan het net of de rand van het eigendom van de gebruiker;

5° Terugwinning : het terugwinnen van energie, van een gedeelte van het materiaal of in zijn geheel uit de afval met het oog op het hergebruik ervan;

6° Recycling : het hergebruik van een stof of een voorwerp volgens zijn oorspronkelijke beste mening;

7° Valorisatie : het verlenen van een meerwaarde aan de behandelde stoffen;

8° Opdrachten : opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art. 2. § 1. Binnen de grenzen van de begrotingsmiddelen kan de Minister subsidies toekennen aan de lagere besturen :

1° Voor het bouwen, vergroten, verbouwen, inrichten en vernieuwen van installaties voor het behandelen van afval, met inbegrip van :

a) het materiaal voor het overbrengen, laden en lossen en het opslaan van afval en gevaloriseerde stoffen;

b) de gebouwen en de uitrusting voor controle, bescherming en toezicht op de installaties;

c) het inrichten van zones voor het opslaan van afval vóór de behandeling ervan of het opslaan van niet meer valoriseerbare afval van de behandelingsinstallatie;

d) het inrichten van de omgeving van de gesubsidieerde installaties;

e) het verbeteren van de werkomstandigheden en het beschermen van het milieu buiten de installaties;

2° Voor de sanering en het herstel van de bestaande stortplaatsen gelegen op het grondgebied van een gemeente die al haar afval op een van de in artikel 1, 4°, b, bedoelde wijzen laat behandelen alsmede voor het regelen van het storten van de niet meer valoriseerbare afval van de behandelingsinstallaties;

3° Voor de aankoop van de onroerende goederen die nodig zijn voor het uitvoeren van de werken vermeld onder 1°, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 3.

§ 2. De subsidie kan slechts worden verleend voor installaties of voorwerpen bedoeld in dit besluit, waarvan het bestuur, waaraan de subsidie wordt verleend, het eigendomsrecht bezit of ze in erfpacht heeft;

§ 3. Geen enkele subsidie wordt verleend voor voertuigen voor het ophalen van afval noch voor voertuigen voor het transporteren van gevaloriseerde stoffen;

§ 4. De Minister regelt de procedure voor het verlenen van de subsidies.

Art. 3. Voor de aankoop van onroerende goederen, waarvoor een subsidie kan worden verleend krachtens artikel 2, § 1, 3°, wordt de subsidie berekend op basis van de raming die opgesteld is, door het Comité voor aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, waarvan het rapport bij de aanvraag dient te worden gevoegd.

Als de aankoopprijs lager is dan de raming wordt de subsidie berekend op basis van die prijs.

De aanvrager verbindt zich ertoe :

1° de bestemming van het onroerend goed niet te wijzigen zonder de machtiging van de Minister;

2° bij volledige of gedeeltelijke vervreemding van het onroerend goed binnen de dertig jaar na het verlenen van de subsidie het bedrag van de subsidie terug te betalen, verhoogd met 60 pct. van de eventueel ontstane meerwaarde.

Art. 4. § 1. Worden in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie bedoeld in artikel 2 en 3 :

1. a) de kosten van de opdracht, in voorkomend geval rekening houdend met het bedrag dat niet kan worden bepaald vooraleer de slotrekening wordt opgemaakt;

b) de kosten voor de veranderingen en de bijkomende werken die noodzakelijk of niet voorzienbaar zijn, en waarvoor de Minister, vóór de uitvoering ervan, zijn goedkeuring heeft verleend;

2. De rekeningen die voortvloeien uit de toepassing van de contractuele bepalingen en die door de Minister zijn goedgekeurd;

3. De algemene kosten die voortvloeien uit de uitvoering van de opdracht, berekend op een forfaitaire basis die is vastgesteld door de Minister en bestaande uit :

a) de erelonen van de ontwerper;

b) de kosten voor toezicht op de uitvoering van de opdracht;

c) de aanbestedingskosten;

d) de kosten voor controle-verzekering en de kosten van de werken tot aan de definitieve oplevering;

4. De geotechnische studies die nodig zijn voor de uitvoering van de werken en die vooraf zijn goedgekeurd door de Minister;

5. De kosten in verband met de uitvoering van proeven.

§ 2. Als de werken in eigen beheer worden uitgevoerd, wordt de subsidie berekend op basis van de goedgekeurde kostenraming, tenzij de reële uitgaven geringer zijn dan de raming; in dat geval wordt de berekening op basis van die uitgaven gemaakt.

Art. 5. Het samengevoegd bedrag van de subsidie en de deelnemingen van de provincies, van een ander gewest of van een openbaar bestuur dat ervan afhankelijk, van nationale en internationale instellingen of van particulieren mag onder geen beding het totale bedrag van de kostprijs overschrijden bepaald overeenkomstig artikel 3 en 4.

Art. 6. Op grond van de verlening van de subsidie heeft de Minister het recht van de ondergeschikte besturen mededeling te eisen van alle inlichtingen, van welke aard dan ook, in verband met de gesubsidieerde installaties en het beheer ervan.

De verlening van de subsidie wordt afhankelijk gesteld van de voorafgaande verkrijging van alle vergunningen die vereist zijn krachtens andere rechtsvoorschriften.

Art. 7. Het subsidiepercentage wordt vastgesteld op 55 pct. van het totale bedrag van de uitgave.

Art. 8. De Minister kan het subsidiepercentage verhogen in de gevallen bedoeld in artikel 2, 1° en 3°, alsmede in artikel 3 op advies van de in artikel 10 bedoelde commissie en binnen de grenzen bepaald in artikel 9.

De aanvraag om verhoging van het subsidiepercentage dient terzelfdertijd te worden ingediend als het verzoek om verkrijging van de gewone subsidie.

Art. 9, § 1. Het subsidiepercentage kan worden verhoogd tot :
— 75 pct. voor de terugwinningsinstallaties;
— 85 pct. voor de terugwinnings- en valorisatie-installaties.

§ 2. De aanvraag om verhoging van het subsidiepercentage wordt door de in artikel 10 bedoelde Commissie slechts in aanmerking genomen als zij op grond van het ingediende dossier voldoende gewijzigd is en met name indien het overgelegde dossier gedetailleerd en nauwkeurige studies bevat :

1° inzake de berekening van de kostprijs per ton behandelde afval en inzake de weerslag van de verhoging van de subsidie op die prijs;

2° inzake de omvang en de kwaliteit van de terugwinning of van de valorisatie;

3° inzake de bestemming van de teruggewonnen energie en stoffen alsmede de gerecycleerde of gevaloriseerde stoffen of voorwerpen;

4° inzake de regionale weerslag van het beoogde initiatief.

§ 3. Teneinde de Commissie bedoeld in artikel 10 de mogelijkheid te bieden de gegrondheid van de aanvraag na te gaan, dienen de punten 1°, 2°, 3° en 4° van § 2 door de verzoeker (aan-

vragers) door overlegging van gedetailleerde en nauwkeurige studies in acht te worden genomen.

Art. 10, § 1. De aanvragen om verhoging van het subsidiepercentage dienen te worden voorgelegd aan een Commissie bestaande uit :

1° de Directeur-generaal van het Bestuur tot wiens bevoegdheid de afvalbehandeling behoort, die het voorzitterschap uitoefent;

2° de Directeur-generaal van het Bestuur tot wiens bevoegdheid het administratieve toezicht op de ondergeschikte besturen behoort;

3° de ambtenaar die belast is met de behandeling van het dossier betreffende de subsidie-aanvraag;

4° de Inspecteur van Financiën die toegevoegd is aan de Executieve voor het onderzoek van de dossiers in verband met de behandeling van afvalstoffen;

5° twee befaamde wetenschapslui van wie de bevoegdheid op het stuk van de afvalproblematiek vaststaat.

§ 2. De Minister regelt de organisatie en de werking van die Commissie.

Art. 11. Artikel 4, 2°, c, ingevoegd bij koninklijk besluit van 12 september 1969 in het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen wordt opgeheven voor het Waalse Gewest.

Artikel 4, 2°, c, bedoeld in het eerste lid, blijft evenwel van toepassing voor de werken, waarvoor een principiële toezegging van subsidies schriftelijk is gedaan op de dag van inwerking-treding van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 10 maart 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Services généraux Administration centrale. — Démission

Par arrêté royal du 13 janvier 1983, démission honorable est accordée, à partir du 1er juillet 1983, à M. Porters, Roger, conseiller juridique.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 1er mars 1983, M. Smets, Ludovic, premier substitut de l'auditeur militaire, est nommé Commandeur de l'Ordre de Léopold II.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 21 avril 1983, la désignation de M. Van de Walle, K., juge au tribunal de première instance de Malines, aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 7 juillet 1983.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Algemene Diensten Hoofdbestuur. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 13 januari 1983 is, met ingang van 1 juli 1983, eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Porters, Roger, rechtskundig adviseur.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1983 is de heer Smets, Ludovic, eerste substitut-krijgsauditeur, benoemd tot Commandeur in de Orde van Leopold II.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 21 april 1983 is de aanwijzing van de heer Van de Walle, K., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang 7 juli 1983.